

Le contrat première embauche (CPE) fragilisera l'École ...

Gardy BERTILI
Conseiller Principal d'Éducation
(Saint-Cyr l'école)

Quelles valeurs l'école devra-t-elle transmettre à nos jeunes ? Question fondamentale, elle l'est d'autant plus dans cette tourmente sur le Contrat Première Embauche (CPE).

D'un côté, les enseignants, encadrants éducateurs s'évertuent à transmettre aux jeunes un enseignement de qualité visant à émanciper, insérer, libérer, unifier, de même qu'ils s'efforcent à contre-courant des valeurs dites (hyper)modernes des valeurs universalisables telles que le sens de l'effort, le mérite, la persévérance dont l'objectif est de les armer pour affronter la spécialisation et la mobilité socioprofessionnelle sans cesse croissante, et de l'autre côté, on leur propose un contrat kleenex qui occulte et balaie et le travail de ces adultes comme les efforts, souffrances et les espoirs des jeunes.

D'un côté, l'école tente de considérer l'élève avec respect en écoutant sa parole, en lui faisant assumer son rôle, en l'engageant dans la construction de sa citoyenneté, et par ailleurs le CPE lui envoie l'impression que son avenir est joué d'avance, sans valeur et sans considération, puisqu'il est interchangeable, jetable à volonté. D'un côté, on lui explique que l'école par la transmission d'un enseignement et des valeurs le fera accéder à l'autonomie et de l'autre le CPE le convainc que cette autonomie est précarisée, fragilisée. Et quelle autonomie lorsque l'angoisse d'être du jour au lendemain renvoyé impose plutôt peur, frustrations et sclérose toute initiative et toute autonomie. Et pourtant, il lui faudra faire preuve d'initiatives pour se faire remarquer par le patron et obtenir éventuellement un CDI. D'un côté, l'école aide le jeune à accéder à la liberté, et de l'autre côté le CPE engendrera probablement « un certain esclavage » au sein de l'entreprise sinon il sera éjecté sans foi ni loi. D'un côté, on explique à nos jeunes, surtout ceux aux conditions

sociales défavorisées, que l'école les aidera à s'émanciper hors de leur milieu, et de l'autre le CPE leur envoie l'impression exactement contraire, ce seront eux qui en feront les frais car les autres s'en sortiront par le jeu des privilèges et des faveurs.

D'un côté, l'école éduque en formant le jugement critique, la liberté de conscience et de choix et de l'autre le CPE leur dit que ces valeurs ne sont qu'illusions et chimères. Ils n'auront aucune liberté de choix et si la liberté de conscience les tenaille, il faudra se priver du CPE. D'un côté, il leur est expliqué que leur liberté est encadrée par des lois, d'où la démocratie et de l'autre côté, ce qui prime c'est la liberté du chef qui n'est pas contestable (jusqu'à ce que les tribunaux s'en saisissent). Le CPE n'est en rien démocratique puisque le chef décide et l'employé se soumet.

D'un côté, l'école pousse les jeunes à s'engager dans des études poussées, longues avec pour objectif de s'insérer plus facilement parce que plus armés intellectuellement et psychologiquement, et de l'autre côté ces études ne font pas sens, le CPE les nivelle par le bas.

D'un côté, on explique à nos jeunes qu'il leur faut se distancier de la consommation effrénée, de l'appât du gain, de la satisfaction immédiate de leur sens et volonté et le CPE permet au patron de les « consommer à volonté », d'assumer sa satisfaction et de chercher à gagner de l'argent le plus possible.

D'un côté, on leur inculque que l'intérêt général prime sur l'individualisme, comme priment le respect, l'altérité, la valeur du sujet et par ailleurs le CPE feront primer l'individualisme, la concurrence, la flagornerie et les coups bas. Ils vont pulluler dans les entreprises, saute qui peut pour conserver sa place et se faire embaucher définitivement.

Le CPE va-t-il servir ou desservir l'école ? A-t-elle, peut-elle encore avoir un rôle à jouer dans la transmission, l'éducation, l'insertion et la formation des citoyens ? Comment pouvons-nous encore jouir d'une certaine crédibilité auprès des jeunes, comme défendre la nécessité pour eux d'appartenir à la même Nation, de se reconnaître dans les valeurs porteuses par la République lorsque l'avenir des plus fragiles, des plus défavorisés socialement et intellectuellement devient si sombre et morose. Comment convaincre, motiver, donner du sens lorsque les élèves ne voient poindre à l'horizon précarité, fragilité. Certes, ils ont bien conscience que l'école ne les préserve pas du chômage, ne crée pas les emplois, ils sont convaincus des efforts à consentir pour accéder à un futur prometteur, certes ils font le constat d'un lien social fragilisé, des inégalités socioculturelles qui le distendent de plus en plus, certes, ils s'interrogent sur des violences qui souhaitent instaurer deux France (elles seraient la nouvelle expression d'une lutte des classes) alors qu'elle doit être indivisible, mais l'école parvenait encore à fonder l'espoir pour tous. Pour certains, elle améliore ou conforte l'existant et pour d'autres elle ouvre des horizons et des portes qui sans elle resteraient fermés à tout jamais. Si elle ne peut plus jouer ce rôle d'ascenseur social pour les plus

fragiles et d'unification et de libération de tous, si elle ne peut plus créer la Nation dans son indivisibilité, si le Contrat Première Embauche (CPE) avec ses futures dérives est ce qui les attend à la sortie, comment l'école va-t-elle pouvoir continuer à assumer ses missions et à répondre aux attentes placées en elle par la France toute entière ?

Le chômage des jeunes constitue un vrai cancer de notre société moderne, c'est une réflexion profonde et avec tous les acteurs concernés qu'il faut conduire pour trouver des solutions pérennes qui créent espérance et intégration socioprofessionnelle. Et l'école a sa part de responsabilité et un rôle sans doute moteur à jouer. Mais cette réflexion ne doit pas aiguiser les inégalités existantes mais les réduire pour que ceux qui sont actuellement aux bords de la route France regagnent le train socioculturel commun. Faire que chaque jeune se sente entièrement français en bénéficiant des mêmes espoirs et des mêmes chances telles sont les motivations qui devraient animer une politique globale de l'emploi en faveur des jeunes.

Que le CPE vise ceux qui réussissent à l'école ou ceux qui s'en décrochent sans qualification, de toute évidence, il sera le ciment de nouvelles inégalités, frustrations et donnera l'amère impression que deux Frances s'affrontent. Et le rôle de l'éducation n'est-ce pas de permettre à nos enfants de voler de leurs propres ailes, d'être prochainement responsables d'eux-mêmes et de jouir des meilleures conditions sociales, professionnelles et culturelles que leurs ascendants ?